

Service Traduct.

**REPUBLIC  
OF  
VANUATU**



**REPUBLIQUE  
DE  
VANUATU**

**GAZETTE**

**JOURNAL OFFICIEL**

1er AOUT 1980

No. 2

1st AUGUST 1980

**Règlement Conjoint No. 23 de 1980**

Relatif à la forme et à la formulation initiale des lois du Parlement à la Procédure consécutive au vote des Projets de Loi et autres matières connexes.

**Joint Regulation No. 23 of 1980**

To provide the form and commencement of Acts of Parliament for the Procedure following the passing of Bills and for other purposes connected therewith.

**Règlement Conjoint No. 24 de 1980**

Portant création d'un compte général du Trésor d'un fond de Développement et relatif aux finances publiques.

**Joint Regulation No. 24 of 1980**

To provide for the establishment of a Revenue Fund, other Special Funds, and related to public moneys.

**Règlement Conjoint No. 25 de 1980**

Portant création de la charge d'Attorney General et de ses assistants

**Joint Regulation No. 25 of 1980**

To provide for the office of Attorney General and assistants.

**Règlement Conjoint No. 26 de 1980**

Relatif à l'inscription des auxiliaires de justice, à leurs qualifications, discipline et questions connexes.

**Joint Regulation No. 26 of 1980**

To provide for the Admission and Registration of Legal Practitioners their qualifications discipline and other matters connected therewith.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 23 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 15 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 16 Juillet 1980,  
Relative à la forme et à la formulation initiale des Lois du Parlement, à la Procédure  
consécutive au vote des Projets de Loi et autres matières connexes.  
LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- Vu les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- Vu l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 15 de  
10 Juillet 1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter du Jour de  
l'Indépendance.

Port-Vila, le 29 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
J. ROBERT

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française au  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

J. PERES

RA2/D/80-15

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE  
DES  
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° 15 DE 1980

relative à la forme et à la formulation initiale des  
Lois du Parlement, à la procédure consécutive au vote  
des Projets de Loi et autres matières connexes.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE

VU l'Article 23 de l'Annexe de l'Echange de Lettres du 15 Septembre 1977  
EN sa séance du... 16 Juillet 1980 .....

A A D O P T E :

TITRE 1 : FORME DES LOIS ET DES PROJETS DE LOI

1. Le Présent Règlement définit la forme des Lois du Parlement et la forme correspondante des Projets de Loi.
2. (1) Chaque loi doit porter un titre abrégé incluant son numéro d'ordre et l'année au cours de laquelle elle est promulguée.  
(2) Le titre abrégé doit être suivi d'un sous-titre plus long indiquant les dispositions principales de la loi.  
(3) Chaque loi peut être citée par son titre abrégé et son numéro d'ordre sans qu'il en soit fait mention dans la loi.
3. (1) Les dispositions de chaque loi doivent être précédées de la formule figurant à l'Annexe 1.  
(2) Ladite formule couvre tous les Articles de la loi, toute Annexe ou autres dispositions de cette loi.

TITRE 2 : PROCEDURE CONSECUTIVE AU VOTE DES PROJETS DE LOIS

4. (1) Dès qu'un projet de Loi est adopté par le Parlement, le Secrétaire Général du Parlement fait imprimer le texte de la Loi adoptée en quatre exemplaires sur papier ou autre matière durable.

.../...

- (2) Le Secrétaire Général doit : -
  - a) vérifier les épreuves en vue de corriger les fautes d'impression, les erreurs typographiques et les références inexactes ;
  - b) comparer attentivement les exemplaires imprimés au texte de la Loi adoptée et, si ces exemplaires sont corrects,
  - c) signer pour chaque exemplaire une déclaration selon le formulaire figurant dans l'Annexe-2.
  - d) présenter les exemplaires au Président de la République pour promulgation.
5.
  - (1) Le Président de la République promulgue la Loi en signant, pour chaque exemplaire préparé conformément à l'Article 4, une déclaration conforme au formulaire figurant à l'Annexe 3.
  - (2) Un Projet de Loi devient Loi du Parlement par la promulgation que signe le Président de la République sur le premier exemplaire.
6.
  - (1) Les Lois doivent porter un numéro correspondant à l'ordre selon lequel elles ont pris force de Loi. Une nouvelle série de numéros d'ordre doit correspondre à chaque année nouvelle.
  - (2) Après signature de promulgation sur un exemplaire de la Loi, par le Président de la République, conformément aux dispositions de l'Article 5, le Secrétaire Général du Parlement fait inscrire le numéro d'ordre de la Loi sur cet exemplaire.
7.
  - (1) Lorsque la teneur législative de la procédure ci-dessus a été observée, les exemplaires agréés constituent les originaux de la Loi et la <sup>a</sup> <sup>e</sup> preuve concluante des termes, du numéro d'ordre et de la date de promulgation de la Loi.
  - (2) Le Président du Parlement, conserve un exemplaire original de la Loi et confie les trois autres exemplaires au Premier Ministre, <sup>au</sup> ~~au~~ Président de la Cour Suprême et à l'Attorney Général.
8. Toute Loi doit être publiée sans délai après la promulgation du Président de la République.

.../...

- a) en omettant les déclarations inscrites sur les originaux en vertu des dispositions des articles 4 et 5 du présent Règlement.
- b) contenant la déclaration de la date de la promulgation du Président de la République et la date de l'entrée en vigueur indiquée en marge.

9. (1) Toute Loi doit être rendue publique.
- (2) Toute copie d'une Loi, autre qu'un original, censée avoir été imprimée au nom du Gouvernement ou publiée par ou sous l'autorité du Gouvernement est le commencement de preuve des termes, du numéro d'ordre et de la date de promulgation de la Loi.

TITRE 3 : ENTREE EN VIGUEUR

10. (1) Sous réserve des dispositions du présent Article, une Loi est rendue exécutoire à la date prévue par cette Loi ou, aux termes de cette Loi ou, si aucune date n'est prévue, à la date de sa publication au Journal Officiel de Vanuatu.
- (2) Toute Loi du Parlement prend effet immédiatement à l'expiration de la date précédant son entrée en vigueur.
- (3) Toute disposition d'une Loi relative à l'entrée en vigueur de cette Loi ou d'une partie de cette Loi est exécutoire même si la partie de la Loi contenant cette disposition n'a pas pris effet.
- (4) Lorsqu'une Loi a un effet rétroactif, la date de l'entrée en vigueur de la Loi est la date indiquée ou considérée comme celle de son entrée en vigueur.
- (5) Les dispositions du paragraphe (4) ci-dessus ne sont applicables à une Loi qu'après notification de la date de sa publication dans le Journal Officiel de Vanuatu. Tant que cette date n'est pas spécifiée la Loi n'est pas exécutoire.

TITRE 4 : DIVERS

11. Toute Loi votée au cours d'une session du Parlement peut-être amendée ou abrogée à tout moment, la durée de la même session incluse.

.../...

12. (1) Le texte d'une Loi amendée peut, par autorité du Ministre de la Justice, être réimprimé avec toutes les omissions, tous les amendements et toutes les substitutions nécessaires effectués.
  - (2) Toute Loi réimprimée conformément aux dispositions du paragraphe (1) ci-dessus doit être publiée au Journal Officiel et légalement certifiée copie authentique de la Loi amendée.
- 
13. (1) Lorsque la Constitution exige qu'un Projet de Loi soit voté par le Parlement avec une majorité ou un quorum spécifié ou les deux conditions à la fois et lorsqu'elle exige un referendum national, le Président du Parlement ou le Vice Président en son absence ou empêchement doit, avant de présenter la Loi au Président de la République pour promulgation, certifier dans la forme qu'il considère appropriée que la Loi a été voté dans les conditions requises de majorité, de quorum ou d'un referendum national.
  - (2) Toute copie de la certification signée par le Président ou le Vice Président du Parlement constitue la première preuve des faits qui y sont établis.



A N N E X E I

A promulguer par le Président de la République - Article 3 (1)  
et le Parlement comme suit :

A N N E X E II

CERTIFICATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARLEMENT

Je déclare la présente copie que j'ai comparée au texte de la  
Loi voté par le Parlement, copie conforme de ce Projet de Loi.

Date de certification :

Signature.....

Secrétaire Général du Parlement

A N N E X E III

Article 5 (1)

DECLARATION DE PROMULGATION PAR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Je déclare la présente loi promulguée

Signature : .....

Date de promulgation

Président de la République

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 23 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 15 of 1980, passed the 16th day of July 1980. To provide for the form and commencement of Acts of Parliament for the procedure following the passing of Bills and for other purposes connected therewith.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 15 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the Acts of Parliament Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence.

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980

Delegate Extraordinary for the French Republic in the New Hebrides,

Parlement de la République Française  
Nouvelles Hébrides

J.J. ROBERT

Her Britannic Majesty's Resident Commissioner,

A.C. STUART

Le Secrétaire

J. PERES



ACTS OF PARLIAMENT REGULATION

1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART 1 - FORM OF ACTS AND BILLS

1. Acts and Bills.
2. Title.
3. Words of enactment.

PART 2 - PROCEDURE FOLLOWING PASSING OF BILLS

4. Preparation.
5. The assent.
6. Numbering.
7. Original copies.
8. Publication.
9. Published copies to be evidence.

PART 3 - COMMENCEMENT

10. Commencement.

PART 4 - MISCELLANEOUS AND SUPPLEMENTARY

11. Amendment and Repeal.
12. Reprints and revised editions.
13. Certification of Special Votes and Referendums.

SCHEDULE 1

WORDS OF ENACTMENT

SCHEDULE 2

AUTHENTICATION BY CLERK

SCHEDULE 3

STATEMENT OF THE PRESIDENT'S ASSENT

16 July

RA3/D/80-15

~~RA3/D/80-15~~

~~22 July~~, 1980.

Original: English

RESOLUTION No. 15 OF 1980

To provide for the form and commencement of Acts of Parliament, for the procedure following the passing of Bills and for other purposes connected therewith.

The Representative Assembly at its sitting on the 16 day of July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of 15th September 1977 to adopt the following measures :-

PART 1 - FORM OF ACTS AND BILLS

Acts and  
Bills.

1. This Regulation shall apply with respect to the form of Acts of Parliament and the form of Bills shall correspond therewith.

Title.

2. (1) Every Act shall bear at its head a short title which shall include its number and the year in which it is enacted.
- (2) The Short Title shall be followed by a long title describing the main provisions of the Act.
- (3) Every Act may be cited by its short title and number without a statement to that effect in the Act.

Words of  
enactment.

3. (1) The provisions of every Act shall be prefaced by the words of enactment set out in Schedule 1.
- (2) The words of enactment shall extend to all sections of the Act and to any Schedules and other provisions contained therein.

PART 2 - PROCEDURE FOLLOWING PASSING OF BILLS

Preparation.

4. (1) As soon as a Bill has been passed by Parliament the Clerk of Parliament shall cause the text of the Bill as passed to be printed in four copies on paper or other material of enduring quality.
- (2) The Clerk shall -
- (a) cause to be made in the copies such corrections of misprints, typographical errors and wrong references as may be necessary;
  - (b) carefully compare the copies with the text of the Bill as passed and if he finds them to be correct;
  - (c) sign on each copy a statement in the form set out in Schedule 2; and
  - (d) cause the copies to be presented to the President for assent.

.../2.

- The assent. 5. (1) The President shall show that he assents to a Bill by signing on each copy prepared in accordance with section 4 a statement to that effect in the form set out in Schedule 3.
- (2) A Bill shall become an Act of Parliament on the signing by the President of the assent on the first of the copies.

- Numbering. 6. (1) Acts shall be numbered consecutively in the order in which they become Acts and the numbering shall begin afresh at the beginning of each calendar year.
- (2) As soon as the President has signed the assent on a copy of an Act under the provisions of section 5 the Clerk of Parliament shall cause the number of the Act to be entered on that copy.

- Original copies. 7. (1) Whenever the foregoing procedure purports to have been followed in relation to an Act, the assented copies shall be the original copies of the Act, and shall be conclusive evidence of the terms of the Act, its number and the date of assent.
- (2) One of the original copies shall be retained by the Speaker who shall cause one each of the remainder to be deposited with the Prime Minister, the Chief Justice and the Attorney General.

- Publication. 8. Every Act shall be published as soon as practicable after the President's assent with -
- (a) the omission of the statements contained in the original copies by virtue of the provisions of sections 4 and 5 of this Regulation;
- (b) a statement of the date on which the President's assent was signified, and the date of commencement contained in the margin thereof.

- Published copies to be evidence. 9. (1) Every Act shall be a public Act.
- (2) A copy of any Act other than an original purported to have been printed on behalf of or published by or under the authority of the Government shall be prima facie evidence of the terms of the Act, its number and the date of assent.

PART 3 - COMMENCEMENT

- Commencement. 10. (1) Subject to the provisions of this section, commencement of an Act shall be such date as is provided in or under the Act, or where no date is so provided, the date of its publication as notified in the Vanuatu Gazette.
- (2) Every Act of Parliament shall come into force immediately on the expiration of the date next preceding its commencement.

.../3.

- (3) A provision in an Act regulating the coming into force of an Act or any part thereof shall have effect notwithstanding that the part of the Act containing the provision has not come into operation.
- (4) Where an Act is made with retrospective effect the commencement of the Act shall be the date from which it is given or considered to be given such effect.
- (5) The provisions of subsection (4) shall not apply to an Act until there is a notification in the Vanuatu Gazette as to the date of its publication, and until such date is specified the Act shall be without effect.

**PART 4 - MISCELLANEOUS AND SUPPLEMENTARY**

<b>Amendment and Repeal.</b>	11.	An Act passed in any session of Parliament may be amended or repealed at any time including the same session.
<b>Reprints and revised editions.</b>	12.	<ul style="list-style-type: none"><li>(1) An Act which has been amended may, with the authority of the Minister for the time being responsible for Justice be reprinted with all the necessary omissions, amendments and substitutions effected by the amending Act.</li><li>(2) Every Act reprinted under the provisions of subsection (1) of this section shall be published by notification in the Gazette and when so published shall be judicially noticed as an authentic copy of the Act as amended.</li></ul>
<b>Certification of Special Votes and Referendums.</b>	13.	<ul style="list-style-type: none"><li>(1) Where the Constitution requires that a Bill is passed by Parliament after being supported by a special majority with a special quorum present or with such requirements and supported by a national referendum the Speaker, or the Deputy Speaker if the Speaker is absent or otherwise unable to act shall, before the Bill is presented to the President for his assent, certify in whatever form he considers appropriate that the Bill was passed after having been so supported and with such special quorum or with those requirements and the support of a national referendum.</li><li>(2) A copy of the certificate given under subsection (1) signed by the Speaker or the Deputy Speaker, as the case may be, shall be prima facie evidence of the facts stated therein.</li></ul>

SCHEDULE 1 (Section 3 (1))

WORDS OF ENACTMENT

Be it enacted by the President and Parliament as follows.

SCHEDULE 2 (Section 4 (2))

AUTHENTICATION BY CLERK

This copy has been compared by me with the Bill which has passed Parliament and found by me to be a true copy of the Bill.

Signed.....  
Clerk to Parliament

Date of Authentication:

\_\_\_\_\_

SCHEDULE 3 (Section 5 (1))

STATEMENT OF THE PRESIDENT'S ASSENT

I hereby assent

Signed.....  
President

Date of Assent :

\_\_\_\_\_

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 24 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 12 de 1980 de

l'Assemblée Représentative en date du 16 Juillet 1980, Portant création d'un Compte Général du Trésor, d'un fonds de développement ainsi que des plusieurs comptes spéciaux et relative au contrôle et à la gestion des finances publiques de la République de Vanuatu au rerpurement, au versement, au prélèvement des deniers publics et à d'autres questions connexes.

LES COMMISSAIRES-RÉSIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

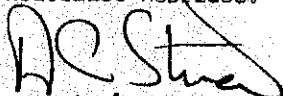
A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N° 12 de 1980ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter de la date de Signature.

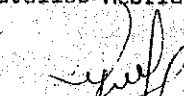
Port-Vila, le 23 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.



A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.



J.J. ROBERT

Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
Nouvelles-Hébrides

Le Chancelier

\_\_\_\_\_



REGLEMENT RELATIF AUX FINANCES PUBLIQUESSOMMAIRETITRE I - DEFINITIONS

1. Définitions.

TITRE II - POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU MINISTRE ET DES COMPTABLES

2. Pouvoirs du Ministre.
3. Attributions des Comptables.

TITRE III - FINANCES PUBLIQUES

4. Compte général du Trésor.
5. Versement au Compte général du Trésor.
6. Prélèvements sur le Compte général du Trésor.
7. Placement des fonds du Compte général du Trésor et des deniers publics.
8. Limitation des emprunts.
9. Comptes spéciaux du Trésor.
10. Fonds de développement.
11. Dépôts.
12. Avances.
13. Garanties

TITRE IV - CONTROLE DES DEPENSES

14. Prévisions budgétaires.
15. Autorisation de dépenses.
16. Ouverture temporaire de crédits.
17. Prévisions complémentaires.
18. Dispositions relatives aux dépenses urgentes et imprévues.
19. Virements budgétaires.
20. Dépassements de crédits.

TITRE V - RENONCIATION AUX CREANCES ET ANNULATION DE PERTES DE DENIERS  
PUBLICS ET DE FOURNITURES.

21. Renonciation et annulation.
22. Dons de fournitures.

TITRE VI - COMPTES PUBLICS ET VERIFICATION.

23. Comptes publics et vérification annuelle.

TITRE VII - DISPOSITIONS GENERALES.

24. Arrêtés d'application.

ANNEXES

ANNEXE I.

Compagnie de Navigation Inter-Iles.  
South Pacific Fishing Company.

ANNEXE II.

Pécule.

Fonds de reboisement.

Fonds de prêt au logement.

Fonds de la Station Radio Sondage.

Fonds Stabex.

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE

DES

NOUVELLES-HERRIDES

RA3/D/80-12

~~RA3/D/80-12~~

5-Mai 1980

Original : Anglais

16 Juillet

P.C.

DELIBERATION N° 12 DE 1980

portant création d'un Compte général du Trésor, d'un Fonds de développement ainsi que de plusieurs Comptes spéciaux, et relative au contrôle et à la gestion des finances publiques de la République de Vanuatu, au recouvrement, au versement, au prélèvement des deniers publics et à d'autres questions connexes.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'Echange de Lettres du 15 septembre 1977.  
EN sa séance du ...16... Juillet... 1980

A A D O P T E

TITRE I : DEFINITIONS

ARTICLE 1er. Dans le présent Règlement, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

"comptable" désigne tout fonctionnaire chargé par le Ministre :

- de recouvrer, de percevoir ou de comptabiliser les deniers publics, ou qui exécute effectivement une de ces opérations ;
- de déboursier des deniers publics, ou qui les débourse effectivement.
- de recevoir, conserver, céder, détruire ou comptabiliser des fournitures, ou qui exécute effectivement une de ces opérations.

"Compte général du Trésor" désigne le compte créé en vertu de l'Article 4.

"Compte spécial du Trésor" désigne tout compte créé, ou réputé avoir été créé, conformément aux prescriptions de l'Article 9.

"dépenses obligatoires" désigne les dépenses imputables au Compte général du Trésor en vertu de la Constitution ou de toute loi (y compris le présent Règlement) autre qu'une loi de finances.

"exercice budgétaire" désigne une période de douze mois se terminant un 31 décembre, ou à toute autre date fixée par le Ministre.

.../...

- "fournitures" désigne tout matériel dont la République a la propriété, la jouissance ou la garde.
- "loi de finances" désigne toute loi permettant de prélever des fonds sur le Compte général du Trésor pour les affecter à un exercice budgétaire, et inclut les lois de finances complémentaires.
- "Ministre" désigne le ministre chargé des finances publiques.

- ARTICLE 2.** 1) Le Ministre supervise les dépenses et les finances de telle sorte qu'il puisse en soumettre les comptes complets au Parlement et que celui-ci puisse les sanctionner. A cette fin et sous réserve des dispositions du présent Règlement, le Ministre est chargé de la gestion du Compte général du Trésor et supervise, conduit et régit toutes les affaires relatives aux finances publiques ne relevant pas de la responsabilité d'une autre personne en vertu d'une disposition de la loi.
- 2) Aux termes du présent Règlement, tout fonctionnaire, agent ou mandataire peut exercer les pouvoirs, fonctions et attributions du Ministre dans les limites de l'habilitation conférée par ce dernier dans un document écrit.

**ARTICLE 3.** Tout comptable ou toute autre personne chargée du recouvrement, de la perception, de la garde, du prélèvement ou du versement des deniers publics ou autres, de fournitures, de timbres-poste, de placements, de titres ou d'effets négociables, soit propriété de l'Etat, soit confiés à celui-ci ou à tout fonctionnaire agissant *en*-qualités, seul ou conjointement avec tout autre fonctionnaire ou toute autre personne, est soumis à l'effet des dispositions du présent Règlement et de tout arrêté d'application. Il remplit les fonctions, tient les livres et rend les comptes prévus au présent Règlement ou conformément aux instructions prescrites par arrêté du Ministre en matière de comptabilité ou de procédure financière.

### TITRE 3 : FINANCES PUBLIQUES

**ARTICLE 4.** La République de Vanuatu dispose d'un seul et unique compte général, appelé Compte général du Trésor et géré par le Service *des Finances* <sup>des Finances publiques</sup>.

**ARTICLE 5.** Sous réserve des exceptions prévues aux Articles 9, 10 et 11, toutes les recettes de l'Etat (autres que les recettes à verser conformément aux dispositions de toute loi, y compris le présent Règlement, à un Compte spécial) doivent être versées au Compte général du Trésor et constituent ce Compte.

.../...

ARTICLE 6. 1) Les fonds constituant le Compte général du Trésor et utilisés pour être :

- a) placés conformément aux dispositions de l'Article 7 ;
- b) avancés conformément aux dispositions de l'Article 12 ;

ne sont pas considérés, aux fins d'interprétation du présent article, comme prélevés sur ledit Compte.

ARTICLE 7. 1) Les fonds perçus par l'Etat peuvent être déposés dans la ou les banques désignées par le Ministre.

2) Tous les deniers publics placés dans une banque demeurent la propriété de l'Etat et ne constituent qu'un prêt à ladite banque.

3) Aucun comptable ne peut ouvrir de compte public ou officiel dans une banque sans l'autorisation écrite du Ministre, et tout découvert d'un compte de l'Etat ne peut être autorisé par une banque qu'avec l'approbation préalable du Ministre ou conformément aux dispositions de l'Article 8 du présent Règlement.

4) Tous les fonds détenus par l'Etat en compte courant bancaire ou en espèces peuvent être placés par le Ministre :

- a) sur un compte de dépôt dans une banque ou sur un compte joint ouvert à l'étranger pour le placement de deniers publics.
- b) de toute autre façon prévue par le présent Règlement, par tout autre Règlement ou loi, ou par délibération du Parlement.

5) Les fonds détenus par l'Etat sous forme d'actions dans les sociétés figurant à l'Annexe I lors de l'entrée en vigueur du présent Règlement sont réputés avoir été placés conformément aux dispositions du présent Article.

6) Les intérêts produits par les fonds placés conformément aux dispositions du paragraphe 4) sont portés au crédit du Compte général du Trésor. Toutefois la présente disposition n'est pas applicable lorsqu'une autre loi ou lorsque le règlement régissant un compte spécial détenu par le Service des Finances prévoit le versement à ce même compte des intérêts produits par le placement des fonds figurant à son actif.

ARTICLE 8 1) Tout emprunt de l'Etat doit être effectué conformément aux dispositions d'une loi. Afin de faire face aux besoins de trésorerie, le Ministre est toutefois autorisé à s'adresser à toute banque ou autre institution financière pour emprunter sous forme d'avances, de découverts bancaires ou de toute autre manière, des sommes n'exoédant pas les limites fixées par la loi de finances annuelle ou par une délibération du Parlement.

2) Le remboursement des sommes empruntées, principal et intérêt, est imputé et prélevé sur le Compte général du Trésor. Le présent Règlement tient lieu d'autorisation pour ces opérations.

.../...

ARTICLE 9.

*Comptes  
spéciaux  
du  
Trésor*

- 1) Le Ministre peut affecter les crédits nécessaires à la constitution de Comptes spéciaux du Trésor.
- 2) Les Comptes spéciaux du Trésor ne font pas partie du Compte général du Trésor.
- 3) Les Comptes spéciaux du Trésor figurant à l'Annexe II sont réputés avoir été constitués conformément aux dispositions du paragraphe 1) et, une fois la comptabilité desdits comptes arrêtée lors de l'entrée en vigueur du présent Règlement, leur solde créditeur sera réputé avoir été affecté par le Ministre à l'objet pour lequel ils ont été constitués.
- 4) Le Ministre peut ordonner la liquidation de tout Compte spécial du Trésor constitué ou réputé constitué conformément aux dispositions du présent Article et, après règlement du passif, le Compte sera clos.
- 5) Le solde créditeur de tout Compte spécial du Trésor liquidé et clos conformément aux dispositions du paragraphe 4) est versé au Compte général du Trésor.

ARTICLE 10.

*Fonds  
Dév't*

- 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), un Fonds de développement géré par le Service <sup>de la C.G. Unité</sup> des Finances est créé pour assurer le financement des projets d'investissement et pour couvrir les dépenses non renouvelables de l'Etat. Tous les crédits approuvés et affectés à cette fin par le Parlement seront versés à ce Fonds et toute autorisation de dépenses devra être approuvée par le Parlement.
- 2) Le solde du Fonds de développement peut être légalement débiteur à concurrence de 500 millions de FWH ou de tout autre montant périodiquement approuvé par délibération du Parlement.

ARTICLE 11.

*Dépôts*

- 1) Tous les fonds, autres que les recettes de l'Etat, déposés auprès du Service des Finances ou de tout fonctionnaire dûment habilité par le Ministre, ne font pas partie du Compte général du Trésor et, sous réserve des dispositions du paragraphe 2), ne peuvent, en aucun cas, être dépensés par l'Etat.  
*ex: dépôts au S. des Eaux, S.M.S., etc*
- 2) Le Ministre a toute discrétion pour autoriser des prélèvements sur ces dépôts afin de consentir des avances soumises aux dispositions de l'Article 12.

ARTICLE 12.

*Avances*

- 1) Par autorisation signée de la main du Ministre, des prélèvements peuvent être effectués sur le Compte général du Trésor ou sur d'autres comptes afin de consentir des avances :
  - a) au profit d'autres Gouvernements et remboursables par ces derniers ;

.../...



- b) au profit d'institutions ou d'établissements publics lorsque le Ministre estime que de telles avances sont dans l'intérêt général ; elles sont remboursables dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire au cours duquel elles sont consenties ;
- c) au profit d'un Compte spécial du Trésor lorsque ces avances sont recouvrables avant la fin de l'exercice budgétaire au cours duquel elles sont consenties ;
- d) à des fonctionnaires, à des fins et conditions périodiquement définies ;
- e) pour couvrir par anticipation les dépenses approuvées aux termes d'une loi autorisant un emprunt d'Etat.

- 2) Le montant total des prélèvements effectués au titre d'avances consenties en vertu des dispositions du paragraphe 1) ne peut à aucun moment dépasser 100 millions de FNE, remboursements déduits.

ARTICLE 13.

L'Etat ne peut donner aucune garantie financière sauf s'il y est autorisé par une délibération du Parlement.

TITRE IV : CONTROLE DES DEPENSES

ARTICLE 14.

- 1) Le Ministre fait préparer et soumettre au Parlement un budget prévisionnel pour l'année suivante un mois au plus tard avant le début de chaque exercice budgétaire.
- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3), la présentation que revêt le budget prévisionnel soumis au Parlement (peut être) périodiquement fixée par le Ministre. *est*
- 3) a) Les prévisions de dépenses obligatoires doivent indiquer le montant des sommes à prélever sur le Compte général du Trésor afin de couvrir les dépenses de chaque service de l'Etat et doivent mentionner la loi autorisant leur imputation au Compte général du Trésor.  
b) Les prévisions des autres dépenses doivent mentionner l'intitulé de chaque Chapitre budgétaire et indiquer le montant des crédits qui lui sont affectés par prélèvements sur le Compte général du Trésor.

ARTICLE 15.

- 1) Les propositions de dépenses (autres que les dépenses obligatoires) contenues dans les prévisions de l'exercice budgétaire doivent figurer, chapitre par chapitre, dans un projet de loi de finances. Ce projet, assorti des prévisions budgétaires, est soumis au Parlement qui autorise le prélèvement sur le Compte général du Trésor des crédits affectés aux différents chapitres budgétaires.

.../...

- 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3) et lors de l'entrée en vigueur de la loi de finances, le Ministre approuve, par autorisation signée de sa main, le prélèvement sur le Compte général du Trésor des crédits affectés à l'exercice budgétaire par ladite loi.
- 3) Nonobstant l'autorisation délivrée en vertu du paragraphe 2), le Ministre peut, que son autorisation soit abrogée ou non, limiter ou suspendre toute dépense, à l'exception des dépenses obligatoires, s'il estime que la situation financière ou l'intérêt général l'exige.
- 4) Le Ministre approuve, par autorisation signée de sa main, le prélèvement sur le Compte général du Trésor des crédits correspondant aux dépenses obligatoires au cours de l'exercice budgétaire.

ARTICLE 16.

Nonobstant toutes dispositions contraires figurant au présent Règlement, le Président de la République peut, si la loi de finances n'est pas entrée en vigueur au début de l'exercice budgétaire, autoriser le Ministre à approuver temporairement, par autorisation signée de sa main, le prélèvement sur le Compte général du Trésor des crédits indispensables au fonctionnement des services de l'Etat. Cette autorisation ne peut dépasser le montant des dépenses trimestrielles de ces services au cours du précédent exercice budgétaire, et s'entend pour une période n'excédant pas trois mois, ou jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi de finances, au premier échu de ces deux termes.

ARTICLE 17.

Lorsqu'au cours d'un exercice budgétaire, il s'avère nécessaire, pour un service donné, d'ouvrir des crédits non prévus par la loi de finances annuelle, ou lorsque des crédits prévus par ladite loi de finances ont été dépassés, les propositions de dépenses correspondantes font l'objet de prévisions budgétaires complémentaires, annexées à un projet de loi de finances complémentaire dont le Parlement est saisi.

ARTICLE 18.

- 1) Sous réserve des dispositions du présent article, lorsque le Ministre estime qu'une dépense urgente s'avère nécessaire :
  - a) pour laquelle aucun crédit n'est prévu ou pour laquelle les crédits prévus sont insuffisants ;
  - b) pour laquelle aucun virement budgétaire ne peut être effectué aux termes de l'article 19 ;
  - c) dont le report serait préjudiciable à l'intérêt général ;
  - d) qui résulte de circonstances exceptionnelles ;il peut, sous réserve d'un accord préalablement donné par le Conseil des ministres dans l'attente d'une affectation de crédits, approuver, par autorisation exceptionnelle signée de sa main, le prélèvement sur le Compte général du Trésor des fonds permettant de subvenir <sup>à</sup> ladite dépense.

- 2) Le total des crédits pouvant être autorisés en vertu des dispositions du paragraphe 1) ne peut, à aucun moment, dépasser un montant de 100 millions de FWH ou tout autre montant approuvé par délibération du Parlement.
- 3) Tout prélèvement effectué sur le Compte général du Trésor en vertu des dispositions du présent article fait l'objet de prévisions complémentaires correspondant aux crédits requis par le service bénéficiaire. Ces prévisions doivent être soumises au Parlement au cours de la session suivant immédiatement la date de la signature de l'autorisation ministérielle et doivent être annexées à un projet de loi des finances complémentaire.

ARTICLE 19.

- 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2) lorsque les exigences du service public nécessitent soit une nouvelle ventilation des crédits entre les paragraphes inscrits sous une même rubrique, soit l'insertion d'un nouveau paragraphe, le Ministre peut, par autorisation écrite, virer à tout paragraphe existant ou à tout nouveau paragraphe des crédits provenant d'économies réalisées sur un autre paragraphe de la même rubrique.
- 2) Lorsque le Ministre accorde une autorisation en vertu du paragraphe 1),
  - a) les crédits affectés par la loi de Finances au chapitre concerné ne peuvent être dépassés ;
  - b) l'intitulé de tout nouveau paragraphe doit pouvoir entrer dans le cadre du chapitre sous lequel il est inscrit.

ARTICLE 20.

Si, à l'arrêté des comptes de tout exercice budgétaire, il apparaît que les crédits alloués à un Chapitre budgétaire par la Loi de Finances ont été dépassés ou utilisés à des fins pour lesquelles aucun crédit n'était ouvert, le montant du dépassement ou de la dépense, selon le cas, doit figurer dans un état par chapitre des dépassements de crédits qui sera soumis au Parlement avec le rapport de la commission de la comptabilité publique et doit également être annexé à un projet de loi de finances complémentaire.

TITRE V : RENONCIATION AUX CREANCES DE L'ETAT ET ANNULATION DE PERTES DE DENIERS PUBLICS ET DE FOURNITURES -

ARTICLE 21.

- 1) Le Parlement peut, par délibération, autoriser le Ministre à renoncer, à sa discrétion et dans les limites fixées par la délibération, à toutes créances de l'Etat ou de l'un de ses services et à annuler les pertes de deniers publics, fournitures ou autres biens meubles propriété de l'Etat ou se trouvant en sa possession.

- 2) Le Ministre a toute discrétion pour déléguer par écrit à tout fonctionnaire les pouvoirs qu'il exerce en vertu d'une délibération adoptée par le Parlement conformément au présent Article.

ARTICLE 22.

Le Ministre a toute discrétion pour autoriser le don de fournitures ou de biens dont l'Etat n'a pas l'usage à des établissements ou à des organismes installés aux Nouvelles-Hébrides dans un but uniquement ou essentiellement éducatif, scientifique, culturel ou philanthropique.

TITRE VI : COMPTES PUBLICS ET VERIFICATION -

ARTICLE 23.

- 1) Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice budgétaire ou tout autre délai plus long approuvé par délibération du Parlement, le Ministre remet au Contrôleur général des comptes un état complet des comptes publics arrêtés au dernier jour de l'exercice budgétaire.
- 2) L'état mentionné au paragraphe 1) comprend :
  - a) un état de l'actif et du passif ;
  - b) un relevé succinct des recettes et des paiements ;
  - c) un état détaillé des recettes et des dépenses de fonctionnement ;
  - d) un état résumé des recettes et des paiements du Fonds de développement ;
  - e) tout autre état requis périodiquement par le Parlement.
- 3) Dans un délai de huit mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire ou tout autre délai plus long approuvé par délibération du Parlement, le Contrôleur général des comptes prépare et remet au Président du Parlement un rapport de vérification et d'inspection de tous les comptes relatifs aux deniers publics, titres, fournitures et autres biens de l'Etat ainsi que les copies certifiées conformes des états mentionnés au paragraphe 2).
- 4) Le Président du Parlement présente au Parlement les états certifiés et le rapport du Contrôleur général des comptes dans un délai de trente jours à compter de leur réception ou, si le Parlement ne siège pas, quatorze jours au plus tard après le début de la session suivante.

TITRE VII : DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE 24.

Le Ministre peut prendre des arrêtés d'application qui, sans préjudice du caractère général de la présente disposition, peuvent être relatifs aux questions suivantes :

.../...

- a) le recouvrement, la perception, la garde, le prélèvement, les dépenses, la comptabilité, la responsabilité et la gestion de tous les deniers publics ainsi que les directives aux agents intéressés ;
  - b) l'enregistrement, l'examen et la vérification des recettes et des dépenses et la tenue de tous les livres de comptabilité nécessaires ;
  - c) la présentation des états, livres et documents prévus au présent Règlement ou par arrêté d'application.
  - d) l'achat, la bonne garde, la remise, l'utilisation ou l'annulation de la perte de fournitures et autres biens de l'Etat ainsi que la comptabilisation et l'inventaire de ces fournitures et autres biens.
  - e) la préparation du budget prévisionnel ;
  - f) l'autorisation relative aux taux des indemnités non prévus par le présent Règlement ou par tout autre Règlement ;
  - g) Les taux et montants maxima des avances consenties aux fonctionnaires ainsi que les taux d'intérêt de celles-ci.
- 2) Nonobstant toute disposition contraire, tout arrêté pris en vertu des dispositions du présent Article est publié selon les modalités fixées par le Ministre mais ne peut avoir d'effet rétroactif.

A N N E X E I

(Article 7, paragraphe 5)

Compagnie de Navigation Inter-Iles  
South Pacific Fishing Company

A N N E X E II

(Article 9, paragraphe 3)

Pécule  
Fonds de reboisement  
Fonds de prêt au logement  
Fonds de la Station Radio Sondage  
Fonds Stabex.



NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 24 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 12 of 1980, passed the 16th day of July 1980. To provide for the establishment of a Revenue Fund, Other Special Funds, the control and management of public moneys and other matters connected therewith.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

Scheduled Resolution put into effect.

1. The Resolution of the Representative Assembly No. 12 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the Public Finance Regulation 1980 and shall have effect from the Date of Signature.

ENACTED at Vila this 29 day of July 1980

Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

Pour l'Assemblée Représentative  
du Nouvel Héridès,  
Nouvel Héridès

J.S. ROBERT

A.C. STUART

Le Chef de l'Administration

J. PERES



PUBLIC FINANCE REGULATION

RA3/D/80-12.

1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

PART 1 - INTERPRETATION

1. Interpretation.

PART 2 - POWERS AND DUTIES OF THE MINISTER AND ACCOUNTING OFFICERS

2. Powers of Minister.
3. Duties of Accounting Officers.

PART 3 - PUBLIC FINANCE

4. Revenue Fund.
5. Payments into Revenue Fund.
6. Issues from Revenue Fund.
7. Investment of Revenue Fund and other public monies.
8. Restrictions on Borrowing.
9. Special Funds.
10. Development Fund.
11. Deposits.
12. Advances.
13. Guarantees to be approved by Parliament.

PART 4 - CONTROL OF EXPENDITURE

14. Annual Estimates.
15. Authorisation of expenditure.
16. Provisional appropriation.
17. Supplementary Estimates.
18. Provision for urgent and un-foreseen expenditure.
19. Virements.
20. Expenditure in excess of appropriation.

PART 5 - ABANDONMENT OF CLAIMS AND WRITES-OFF OF PUBLIC MONIES AND PUBLIC STORES

21. Abandonments and writes-off.
22. Disposal of Servicoable Stores etc. to certain organisations.

PART 6 - ACCOUNTS AND AUDIT

23. Annual Accounts and Audit.

PART 7 - GENERAL

24. Orders.

SCHEDULES

Schedule 1

Compagnie de Navigation Inter-Iles  
South Pacific Fishing Company

Schedule 2

Deferred Pay Fund  
Re-forestation Fund  
Housing Loan Fund  
Radar Wind-Sonde Excess Contribution Fund  
STABEX Fund  
Agricultural Loans Fund

16 July

September, 1980.

Original: English

RESOLUTION NO 12 OF 1980

To provide for the establishment of a Revenue Fund, a Development Fund and other Special Funds and for the control and management of the finances of the Government of the Republic of Vanuatu, for the collection, issue and payment of public moneys and for other matters connected therewith.

The Representative Assembly at its sitting on the 16 July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures -

PART 1 - INTERPRETATION

Interpretation.

1.

In this Regulation unless the context otherwise requires -

"accounting officer" includes every public officer who is charged by the Minister with the duty of collecting, receiving or accounting for, or who in fact collects, receives or accounts for, any public moneys, or who is charged with the duty of disbursing or who does disburse any public moneys and every public officer who is charged with the receipt, custody or disposal of, or the accounting for, public stores or who in fact receives, holds, disposes of, or accounts for public stores;

"Appropriation Act" means any Act to apply a sum out of the Revenue Fund for the service of a financial year and includes a Supplementary Appropriation Act;

"Revenue Fund" means the Revenue Fund established by Section 4;

"Financial Year" means a period of twelve months ending on the 31st day of December or any other period of twelve months so declared by the Minister;

"Minister" means the minister for the time being responsible for finance;

"public stores" means all things of whatsoever nature, the property of or in possession of or under the control of the Government;

"Special Fund" means a fund established or considered to have been established by or under Section 9;

"Statutory Expenditure" means expenditure charged on the Revenue Fund by the Constitution or any law (including this Regulation) other than an Appropriation Act.

PART 2 - POWERS AND DUTIES OF THE MINISTER AND ACCOUNTING OFFICERS

Powers of  
Minister.

2.

(1)

The Minister shall so supervise the expenditure and finances of the Government as to ensure that a full account thereof is made to Parliament and that control by Parliament is upheld and for each purpose, shall, subject to

.../2.

the provisions of this Regulation, have the management of the Revenue Fund and the supervision, control and direction of all matters relating to the financial affairs of the Government which are not assigned to any other person by or under any Act.

- (2) The powers, duties and functions of the Minister under this Regulation may be exercised by any officer, agent or trustee, authorised by him in writing to the extent of the authority contained in such writing.

Duties of  
Accounting  
Officers.

3.

Every accounting officer and every other person concerned with or responsible for the collection, receipt, custody, issue or payment of public or other monies, stores, stamps, investments, securities or negotiable instruments whether the property of the Government or entrusted to the Government or to any public officer in his official capacity either alone or jointly with any public officer or any other person, shall be subject to this Regulation and any order made hereunder and shall perform such duties, keep such books and render such accounts as may be prescribed by or under this Regulation or by instructions issued by order of the Minister in matters of accounting or financial procedure not inconsistent therewith.

PART 3 - PUBLIC FINANCE

Revenue  
Fund.

4.

There shall be one revenue fund for the Republic of Vanuatu which shall be called the Revenue Fund and which shall be kept by the Treasury.

Payments into  
Revenue Fund.

5.

Except as provided by Sections 9, 10 and 11 all revenue or other monies raised or received for the purposes of the Government (not being revenue or other monies that are payable by or under any law including this Regulation, into some other fund established for a specific purpose) shall be paid into and form the Revenue Fund.

Issues from  
Revenue Fund.

6.

(1) No money shall be issued from the Revenue Fund, except in accordance with the provisions of this Regulation or any Act.

(2) Any monies forming part of the Revenue Fund which are -

- (a) invested in accordance with the provisions of section 7; or  
(b) advanced in accordance with the provisions of section 12;

shall be considered not to have been issued from the Revenue Fund for the purposes of this Section.

Investment of  
Revenue Fund  
and other  
public monies.

7.

(1) Monies received by the Government may be kept with such bank or banks as the Minister may direct.

(2) All public monies paid into a bank shall be the property of the Government lent by the Government to the bank.

(3) No accounting officer shall open any public or official account in any bank without the .../3.

authority in writing of the Minister and no bank shall permit any Government account to be over-drawn without the prior approval of the Minister or in accordance with the provisions of Section 8 of this Regulation.

- (4) Money standing to the credit of the Government with any bank, or otherwise held by the Government, may be invested by the Minister :-
  - (a) by deposit in any bank or in any joint fund maintained overseas for investment of Government monies; or
  - (b) as otherwise authorised by this Regulation or any other Regulation or Act or by resolution of Parliament.
- (5) The monies invested in shares held by the Government in the bodies set out in Schedule 1 at the time of the coming into force of this Regulation shall be considered properly invested for the purposes of this Section.
- (6) Interest from the monies invested in accordance with the provisions of sub-section (4) shall be credited to the Revenue Fund except where it is provided in any Act or under the rules of any special account that the interest received from the investment of any monies standing to the credit of any special account kept by the Treasury shall be paid to the credit of that special account.

**Restrictions on Borrowing.**

8. (1) The Government shall not borrow money except in accordance with the provisions of an Act except that the Minister in order to meet any current requirement of the Government, shall be authorised to borrow by means of advances from any bank or other similar institution by means of a fluctuating overdraft, or otherwise, amounts not exceeding the limits; and in accordance with the provisions prescribed in the annual Appropriation Act or a resolution of Parliament.
- (2) The Principal and interest of all borrowed monies shall be charged upon and paid out of the Revenue Fund without further authority than this Regulation.

**Special Funds.**

9. (1) The Minister may make financial provision for the establishment of Special Funds.
- (2) Special Funds shall not form part of the Revenue Fund.
- (3) The Special Funds set out in Schedule 2 shall be considered to have been established in accordance with the provisions of sub-section (1) and the balance standing to the credit of each of them at the close of account on the coming into operation of this Regulation shall be considered to have been appropriated by the Minister for the purposes specified in respect of each fund.
- (4) The Minister may direct that any Special Fund established or considered to have been established in accordance with the provisions of this section shall be wound up and thereupon after all the liabilities of such Fund have been paid, the Fund shall be closed accordingly.
- (5) The balance of monies standing to the credit of any Special Fund wound up and closed under the provisions of sub-section (4) shall be paid into the Revenue Fund.

.../4.

- Development Fund.** 10. (1) Subject to subsection (2), there shall be established a Development Fund to be maintained by the Treasury for the purpose of financing capital projects and other non-recurring expenditure of the Government into which shall be paid all monies that shall be approved and appropriated thereto by Parliament and from which expenditure shall be authorised with the approval of Parliament.
- (2) It shall be lawful for the Development Fund to be in debit at any one time to an amount not exceeding FNH 500 million or such other sum as Parliament may from time to time by resolution approve.
- Deposits.** 11. (1) Any monies not being monies raised or received for the purposes of the Government which may be deposited with the Treasury or with any Public Officer authorised by the Minister to receive such deposits shall not form part of the Revenue Fund and, except as provided in subsection (2), shall not be applied in any way for the purposes of the Government.
- (2) The Minister in his discretion may authorise the use of deposits for the purpose of making advances for all or any of the purposes stated in section 12.
- Advances.** 12. (1) The Minister may by warrant under his hand authorise disbursements of monies forming part of the Revenue Fund or other funds for the purpose of making advances :-
- (a) on behalf of and recoverable from other Governments;
  - (b) on behalf of public bodies or institutions when in the opinion of the Minister such advances are in the public interest and are repayable within a period of 12 months from the close of the financial year in which such advances are made;
  - (c) to or on account of any Special Fund when such advances are recoverable before the close of the financial year in which such advances are made;
  - (d) to public officers for such purposes and under such terms and conditions as may be prescribed from time to time;
  - (e) to meet expenditure authorised by a Loan Act in anticipation of the receipt of any instalment of the loan authorised by such Act.
- (2) The total of the sums disbursed for the purpose of making advances in accordance with subsection (1) shall not exceed in aggregate at any one time, after deducting repayments, an amount of FNH 100 million.
- Guarantees to be approved by Parliament.** 13. No guarantee involving any financial liability shall be binding upon the Government unless approved by resolution of Parliament.

**PART 4 - CONTROL OF EXPENDITURE**

- Annual Estimates.** 14. (1) The Minister shall cause to be prepared and laid before Parliament not later than one month prior to the commencement of each financial year estimates of revenue and expenditure of the .../E.



- Government for that year.
- (2) Subject to subsection (3) the estimates of revenue and expenditure laid before Parliament shall be in such form as the Minister may from time to time direct.
  - (3) (a) The estimates of statutory expenditure shall show the sums to be issued from the Revenue Fund to meet the expenditure of each service of the Government and shall contain a reference to the law authorising the expenditure of such service to be charged on the Revenue Fund.  
(b) the estimates of other expenditure shall describe the ambit of each head and shall show the sum required to be applied to such head by appropriation from the Revenue Fund.

**Authorisation of expenditure.**

15. (1) The proposals for expenditure (other than for statutory expenditure) contained in the estimates for the financial year shall be included by head in a Bill to be known as an Appropriation Bill which shall be introduced into Parliament together with the estimates to provide for the issue from the Revenue Fund of the sums necessary to supply those heads and for the appropriation of those sums for the purposes specified in the Bill.
- (2) Subject to subsection (3), on the coming into operation of the Appropriation Act the Minister shall authorise by warrant under his hand the issue from the Revenue Fund of such sums as may have been applied to the service of the financial year by such Appropriation Act.
  - (3) Notwithstanding the issue of a warrant under subsection (2) the Minister may limit or suspend any expenditure (not being statutory expenditure) with or without cancellation of the warrant if in his opinion financial exigencies or the public interest so require.
  - (4) The Minister shall authorise by warrant under his hand the issue from the Revenue Fund of the sums required during the financial year to meet statutory expenditure.

**Provisional appropriation.**

16. Notwithstanding the other provisions of this Regulation, if the Appropriation Act has not come into operation at the commencement of any financial year, the President of the Republic may authorise the Minister to approve provisionally by warrant under his hand the issue from the Revenue Fund of such sums as are necessary for carrying out the services of the Government at a level not exceeding the level of those services in the previous financial year for a period of 3 months or until the Appropriation Act comes into operation, whichever is the earlier.

**Supplementary Estimate.**

17. Where it is necessary in respect of any one financial year to provide for expenditure upon any service not already provided for by the Appropriation Act or any Supplementary Appropriation Act relating to that year or which is in excess of the provision made in respect of that service by that Appropriation Act or any Supplementary Appropriation Act, proposals for such expenditure shall be shown in supplementary estimates and presented to Parliament and shall



Provision for  
urgent and  
un-foreseen  
expenditure.

18.(1) Subject to the provisions of this section, the Minister if he is satisfied that an urgent need for expenditure has arisen :-

- (a) for which no provision exists or for which the existing provision is insufficient;
- (b) for which funds cannot be provided under the provisions of Section 19;
- (c) which cannot be deferred without detriment to the public interest; and
- (d) which is due to exceptional circumstances which could not have been foreseen.

may by a contingencies warrant under his hand, but only with the prior approval of the Council of Ministers in anticipation of the grant of an appropriation, authorise the issue of monies from the Revenue Fund to meet that need.

(2) The total of the sums which may be authorised under subsection (1) shall not exceed at any one time an amount of FNM 100 million or such other sum as Parliament may by resolution from time to time approve.

(3) Where any issue is made from the Revenue Fund under the provisions of this section a supplementary estimate of the sum required for the service for which such issue was made, shall be presented to Parliament at its meeting next following the date on which the warrant was issued and shall be included in a Supplementary Appropriation Bill.

Virements.

19.(1) Subject to subsection (2) if the exigencies of the public service render it necessary to alter the proportions assigned to items within a subhead of expenditure shown in the estimates, or to create a new item the Minister may direct by a warrant that there shall be supplied in aid of any item which may be deficient or in aid of any new item a further sum out of savings arising on any other item within the subhead.

(2) When the Minister issues a warrant under subsection (1) :-

- (a) the sum appropriated to any head by the Appropriation Act shall not be thereby exceeded; and
- (b) the ambit of any item shall be within the ambit of the head within which it is created.

Expenditure in  
excess of  
appropriation.

20. If at the close of account for any financial year it is found that any monies have been expended on any head in excess of the sum appropriated for that head by an Appropriation Act or for a purpose for which no money has been appropriated, the excess, or the sum expended but not appropriated as the case may be, shall be included in a statement of heads in excess which, together with the report of the Public Accounts Committee thereon, shall be presented to Parliament and shall also be included in a Supplementary Appropriation Bill.

...../7.

**PART 5 - ABANDONMENT OF CLAIMS AND WRITES-OFF  
OF PUBLIC MONIES AND PUBLIC STORES**

Abandonments  
and  
writes-off.

21. (1) Parliament may by resolution authorise the Minister, in his discretion to the extent specified in such resolution, to abandon and remit any claims by or on behalf of the Government or any service thereof and to write-off losses of public monies, stores or other moveable property belonging to or provided for the Government.
- (2) The Minister in his discretion may by writing under his hand delegate to any public officer any of the powers which he is authorised to exercise by resolution of Parliament under this section.

Disposal of  
Serviceable  
Stores etc,  
to certain  
organisations.

22. The Minister, in his discretion, may authorise the gift of serviceable Government stores or property not required for Government purposes to institutions or organisations in the New Hebrides established solely or principally for educational, scientific, cultural or charitable purposes.

**PART 6 - ACCOUNTS AND AUDIT**

Annual  
Accounts and  
Audit.

23. (1) Within a period of six months after the close of each financial year, or such longer period thereafter as Parliament may by resolution appoint, the Minister shall transmit to the Auditor-General statements and accounts showing fully the financial position of the Government on the last day of such financial year.
- (2) The statements and accounts referred to in subsection (1) shall include :-
- (a) a statement of assets and liabilities;
  - (b) a summarised account of receipts and payments;
  - (c) a detailed statement of revenue and expenditure;
  - (d) a summarised account of receipts and payments for the Development Fund; and
  - (e) such other statement as Parliament may from time to time require.
- (3) The Auditor-General shall prepare and transmit to the Speaker of Parliament within a period of eight months after the close of each financial year, or such longer period as Parliament may by resolution decide, a report upon his audit and examination of all accounts relating to public monies, securities, public stores and other Government property, together with certified copies of the statements and accounts referred to in subsection (2).
- (4) The Speaker of Parliament shall lay the certified statements and accounts and the report of the Auditor-General before Parliament within thirty days of their receipt by him or if Parliament is not in session within fourteen days after the commencement of the first sitting of its next meeting.

**PART 7 - GENERAL**

Orders.

24. (1) The Minister may make orders not inconsistent with the provisions of this Regulation for carrying out the provisions hereof and without prejudice to the generality of this provision, such orders may provide for :-
- (a) the collection, receipt, custody, issue,

.../8.

expenditure, due accounting for, care and management of all public monies and the guidance of all persons concerned therewith;

- (b) the effective recording, examination, inspection and checking of receipts and expenditure and the keeping of all necessary books and accounts;
- (c) the forms for all accounts, books and documents whatsoever required under the provisions of this Regulation or orders made hereunder;
- (d) the purchase, safe custody, issue, sale or other disposal or writing-off of public stores and other property of the Government and the proper accounting for and stocktaking of such stores and property;
- (e) the preparation of estimates of revenue and expenditure of the Government;
- (f) the authorisation of rates of payment of public funds not provided for by this Regulation or any other Regulation or Act; and
- (g) the making of advances to public officers and the rates and limits of such advances and the rates of interest thereon.

(2) Notwithstanding any provision to the contrary, any orders made in accordance with this section shall be published in such manner as the Minister may specify therein but shall not have retrospective effect.

SCHEDULE 1

(Section 7 (5))

Compagnie de Navigation Inter-Iles  
South Pacific Fishing Company

SCHEDULE 2

(Section 9 (3))

Deferred Pay Fund  
Re-afforestation Fund  
Housing Loan Fund  
Radar Wind-Sonde Excess Contribution Fund  
STABEX Fund  
Agricultural Loans Fund

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 25 de 19

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 9 de 19 80 de  
l'Assemblée Représentative en date du 17 Juillet 19 80 ,  
porte création de la charge d'Attorney-General et des charges de ses  
assistants, l'Attorney General adjoint et l'Advocat-Conseil.  
**LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES**

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres  
effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le  
Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande  
du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

**A R R E T E N T :**

ARTICLE 1. - Est rendue exécutoire la Délibération  
de l'Assemblée Représentative N° 9 de 17  
Juillet 1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré,  
publié et communiqué partout où besoin sera et  
entrera en vigueur pour compter de la date de signature.


Port-Vila, le 28 Juillet 1980.

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.



A.C. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.



J.J. ROBERT

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

Le Chef de

J. PERES

RA3/D/80-9  
17 Juillet 1980  
Original : Anglais

REGLEMENT RELATIF AUX OFFICIERS DE JUSTICE

SOMMAIRE

1. Création des charges
2. Nomination de l'Attorney General.
3. Droits de l'Attorney General, de l'Attorney General adjoint et de l'Avocat-conseil.
4. Contrôle des auxiliaires de justice.
5. Interdiction d'exercer dans le privé pour les officiers de justice.
6. Confirmation des nominations existantes.
7. Délégation des fonctions et des pouvoirs de l'Attorney General.

*Voir Modifications*

*Loi 21 de 84*

*J.O. 20 de 84*

DELIBERATION N° 9 DE 1980

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'Echange de Lettres du 15 septembre 1977  
EN sa séance du 17 Juillet 1980.

A A D O P T E

- ARTICLE 1er
- 1) il est créé par les présentes la charge d'Attorney General de la République de Vanuatu; l'Attorney General est le principal conseiller juridique du Gouvernement.
  - 2) L'Attorney General peut être assisté d'un <sup>Conseiller juridique de l'Etat</sup> Attorney General adjoint et d'un <sup>conseiller juridique</sup> Avocat-conseil.
  - 3) L'Attorney General représente la République de Vanuatu devant toutes les juridictions civiles et exerce au nom du pays tous ses droits, privilèges et prérogatives devant les tribunaux.

- ARTICLE 2 :
- 1) L'Attorney General est nommé par le président de la République sur avis du Premier ministre.
  - 2) La charge de l'Attorney General est déclaré vacante :
    - a) par décision du président de la République agissant sur avis du Premier ministre ;
    - b) en cas d'élection de toute personne aux fonctions de Premier ministre ;
    - c) en cas de démission de l'Attorney General remise au président de la République.
  - 3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, l'Attorney General adjoint et l'Avocat-conseil ont le statut de fonctionnaire.

*Proposer : Juriste - Conseil de l'Etat  
Premier Conseiller juridique et législatif de l'Etat  
Premier Conseiller juridique de l'Etat  
- Conseiller juridique*



- 4) Lorsque les circonstances l'exigent, le Premier Ministre peut nommer une personne à la charge d'Attorney General, d'Attorney General adjoint ou d'Avocat-conseil pour une période stipulée à l'instrument de nomination.

ARTICLE 3.

Toute personne occupant la charge d'Attorney General, d'Attorney General adjoint ou d'Avocat-conseil est, aussi longtemps qu'elle occupe cette charge, habilitée d'office à exercer à Vanuatu.

ARTICLE 4.

L'Attorney General est investi du contrôle général des activités professionnelles de tous les hommes de loi habilités à exercer à Vanuatu; il peut, au nom du conseil de l'Ordre, saisir le conseil de discipline en cas de forfaiture.

ARTICLE 5.

- 1) L'Attorney General ne peut exercer dans le privé.
- 2) Un auxiliaire de justice privé assurant l'intérim de l'Attorney General peut être autorisé sur décision écrite du ministre de la Justice à exercer dans le privé sous réserve de conditions fixées par ce dernier; le ministre peut à tout moment, annuler son autorisation ou en modifier les conditions.

ARTICLE 6.

Toute personne nommée par le Premier Ministre, avant l'entrée en vigueur du présent Règlement, à la charge d'Attorney General, est considérée comme ayant été nommée conformément aux dispositions du présent Règlement.

ARTICLE 7.

- 1) L'Attorney General peut, aux termes de l'Article 1, déléguer ses fonctions à l'Attorney General adjoint ou à l'Avocat-conseil.

.../...



2) L'Attorney General adjoint ou l'Avocat-conseil nommés par l'Attorney General, peut exercer les pouvoirs et attributions conférés à l'Attorney General aux termes de tout Règlement : -

a) en cas d'empêchement pour raison médicale ou d'absence de l'Attorney General ;

b) dans tous les cas où l'Attorney General a autorisé l'Attorney General adjoint ou l'Avocat-conseil à agir en son nom.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No 25 of 19

**TO PUT INTO EFFECT** the Resolution of the Representative Assembly No. 9 of 1980, passed the 17th day of July 19 80, to provide for the office of Attorney General and for him to be assisted by a Deputy Attorney General and State Counsel.

**MADE** by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

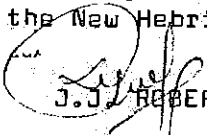
Scheduled Resolution put into effect.

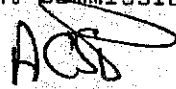
1. The Resolution of the Representative Assembly No. 9 of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.

Short title and commencement.

2. This Joint Regulation may be cited as the **Law Officers Regulation 19 80** and shall have effect from the date of signature.

ENACTED at Vila this **25** day of **July** 19 **80** .

Le Délégué Extraordinaire  
pour la République Française  
de la Nouvelle Hébrides.  
in the New Hebrides,  
  
J.J. ROBERT

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,  
  
A.C. STUART

Le Chancelier

J. PENCE

LAW OFFICERS REGULATION

RA3/D/80-9  
17 July 1980

ARRANGEMENT OF SECTIONS

1. Establishment of offices.
2. Appointment of Attorney General.
3. Rights of Attorney General, Deputy Attorney General and State Counsel.
4. Superintendance over Legal Practitioners.
5. Law Officers not entitled to private practice.
6. Existing appointments to continue.
7. Exercise of the Attorney General's functions and powers.

NEW HEBRIDES  
REPRESENTATIVE ASSEMBLY

RESOLUTION NO 9 OF 1980

The Representative Assembly at its sitting on the 17th day of July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of 15th September 1977 to adopt the following measures :-

Establishment  
of offices.

1. (1) There shall be an Attorney General of Vanuatu who shall be the Principal Legal Adviser to the Government.
- (2) The Attorney General may be assisted by a Deputy Attorney General and by State Counsel.
- (3) The Attorney General shall represent Vanuatu in all civil proceedings in the Courts and shall on behalf of Vanuatu exercise any of her rights, prerogatives, privileges or functions before any Court.

Appointment of  
Attorney  
General.

2. (1) The Attorney General shall be appointed by the President on the advice of the Prime Minister.
- (2) The office of Attorney General shall become vacant :-
  - (a) if the President acting on the advice of the Prime Minister so directs;
  - (b) upon the election of any person to the office of Prime Minister;
  - (c) upon the resignation in writing of the Attorney General delivered to the President.
- (3) Subject to subsection (4) the Deputy Attorney General and State Counsel shall be Public Officers.
- (4) When the Prime Minister considers the circumstances so require he may appoint a person to be Deputy Attorney General or State Counsel for a period fixed in the instrument of appointment.

Rights of  
Attorney  
General, Deputy  
Attorney General  
and State Counsel.

3. Every person holding the office of Attorney General, Deputy Attorney General and State Counsel, shall so long as he continues to hold such office be ex-officio a lawyer permitted to practise in Vanuatu.

Superintendance  
over legal  
practitioners.

4. The Attorney General is invested with general professional superintendance over all lawyers entitled to practice in Vanuatu. He may on behalf of the Law Council refer cases of professional misconduct to the Disciplinary Committee.

Law Officers not  
entitled to  
private  
practice.

5. (1) The Attorney General shall not be entitled to private practice of any kind.
- (2) The Minister responsible for Justice may grant written permission to a private practitioner temporarily appointed to act as Attorney General to carry on private practice subject to such conditions as he may consider fit to impose, and may at any time cancel such permission, or vary or add to the conditions.

Existing  
appointments  
to continue.

6. Any person who immediately before the coming into operation of this Regulation has been appointed by the Chief Minister to the office of Attorney General shall be considered to have been appointed in accordance with its provisions.

Exercise of  
the Attorney  
General's  
functions and  
powers.

7. (1) The Attorney General may exercise his functions under section 1 through the Deputy Attorney General or State Counsel.
- (2) Any power or duty of the Attorney General provided in any Regulation may be exercised by the Deputy Attorney General or State Counsel nominated by the Attorney General -
- (a) when the Attorney General is unable to act owing to illness or absence or
- (b) in any case or class of cases when the Attorney General has authorised the Deputy Attorney General or State Counsel to do so.

CONDOMINIUM DES NOUVELLES-HEBRIDES

REGLEMENT CONJOINT

N° 26 de 1980

RENDANT EXECUTOIRE la Délibération N° 24 de 1980 de  
l'Assemblée Représentative en date du 17 Juillet 1980,  
Relative à l'inscription des auxiliaires de justice, à leurs qualifications,  
discipline et autres questions connexes.

LES COMMISSAIRES-RESIDENTS DE FRANCE ET DE SA MAJESTE BRITANNIQUE  
AUX NOUVELLES HEBRIDES

- VU les Articles 2(2) du Protocole Franco-Britannique de 1914
- VU l'Article 28(3) de l'Annexe de l'Echange de Lettres effectuée à Londres le 15 Septembre 1977 entre le Gouvernement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement de la République Française ;

A R R E T E N T :

ARTICLE 1. - Est rendu exécutoire la Délibération de l'Assemblée Représentative N° 24 de 17 Juillet 1980 ci-après annexée.

ARTICLE 2. - Le présent Règlement Conjoint sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera et entrera en vigueur pour compter du jour de l'Indépendance.

Port-Vila, le 23 Juillet 1980

Le Commissaire-Résident  
de Sa Majesté Britannique  
aux Nouvelles-Hébrides.

  
A.E. STUART

Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française  
aux Nouvelles-Hébrides.  
Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

  
J.J. ROBERT

Le Chancelier

J. PERES



REGLEMENT RELATIF AUX AUXILIAIRES DE JUSTICE

Tr: M.S.

1980

SOMMAIRE

TITRE 1er - DEFINITION

1. Définition.

TITRE 2 - CONSEIL DE L'ORDRE

2. Création d'un conseil de l'Ordre.
3. Disqualification du membre élu.
4. Secrétaire du conseil de l'Ordre.
5. Fonctions du conseil de l'Ordre.
6. Réunions du conseil de l'Ordre.

TITRE 3 - CONSEIL DE DISCIPLINE

7. Conseil de discipline.
8. Plaintes déposées contre les auxiliaires de justice et les employés.
9. Pouvoirs du conseil de discipline.
10. Appels.
11. Demandes de réinscription au tableau officiel et annulation des décisions du conseil de discipline.

TITRE 4 - EXERCICE DE LA PROFESSION PAR DES PERSONNES NON INSCRITES COMME AUXILIAIRE DE JUSTICE.

12. Sanctions pour exercice illégal comme auxiliaire de justice.
13. Autorisation temporaire d'exercice.
14. Sanction relative à l'emploi de personnes suspendues de leurs fonctions.

TITRE 5 - ARRÊTES D'APPLICATION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

15. Arrêtés d'application.
16. Dispositions transitoires et clauses de sauvegarde.

ASSEMBLEE REPRESENTATIVE  
DES  
NOUVELLES-HEBRIDES

DELIBERATION N° 24 DE 1980

Relative à l'inscription des auxiliaires de justice, à leurs qualifications, discipline et autres questions connexes.

L'ASSEMBLEE REPRESENTATIVE DES NOUVELLES-HEBRIDES

VU l'Article 23 de l'Annexe à l'échange de lettres du 15 septembre 1977

EN sa séance du 17. Juillet 1980.

A ADOPTE :

TITRE 1er - DEFINITION

ARTICLE 1er

Dans le présent Règlement, sauf lorsque le contexte l'exige autrement :

- 1) "auxiliaire de justice" désigne une personne inscrite au tableau des auxiliaires de justice conformément à tout arrêté pris en application de l'Article 15.
- 2) "employé" désigne une personne recrutée à tout emploi par un auxiliaire de justice dans l'exercice de ses fonctions ou une personne accomplissant un stage d'apprentissage ou de formation auprès d'un auxiliaire de justice conformément à tout arrêté pris en application de l'Article 15.
- 3) "secrétaire" désigne le secrétaire du conseil de l'Ordre nommé à ce poste conformément à l'Article 4.

TITRE 2 - DU CONSEIL DE L'ORDRE

ARTICLE 2.

- 1) Il est constitué un conseil de l'ordre des auxiliaires de justice appelé conseil de l'Ordre.
- 2) Le conseil de l'Ordre se compose :
  - a) du Président de la Cour Suprême, qui en est le président ;
  - b) de l'Attorney General ; et
  - c) d'un auxiliaire de justice nommé pour une période de deux ans par le ministre responsable de la Justice, et dont le mandat peut être reconduit.

.../...

ARTICLE 3.

Le siège de l'auxiliaire de justice visé à l'alinéa (c) ci-dessus devient vacant :

- a) s'il quitte ses fonctions en adressant au Ministre un préavis d'au moins trente jours ;
- b) s'il cesse d'être inscrit au tableau des auxiliaires de justice ;
- c) s'il est déclaré en état de faillite ;
- d) si un avis adressé au Ministre et signé par les autres membres le déclare inapte, pour incapacité physique ou mentale, à exercer les fonctions qui lui sont imparties ;
- e) ou si, pour toute autre raison, il n'est plus en mesure ou capable d'exercer ses fonctions.

ARTICLE 4.

- 1) Le secrétaire du conseil de l'Ordre doit avoir le statut de fonctionnaire.
- 2) Le secrétaire peut exercer une autre fonction publique.
- 3) Lorsque le poste de secrétaire est déclaré vacant, le ministre responsable de la Justice peut nommer un fonctionnaire pour assurer l'intérim.

ARTICLE 5.

- 1) Le conseil de l'Ordre est chargé de contrôler et de superviser les activités des auxiliaires de justice.
- 2) Tout en se conformant aux dispositions générales du paragraphe 1, le conseil de l'Ordre :
  - a) prescrit les qualifications nécessaires à l'exercice de la profession ;
  - b) tient un tableau officiel des membres inscrits ;
  - c) est, d'une manière générale, responsable de la discipline des auxiliaires de justice ;
  - d) est responsable de leur étiquette et de leur conduite ;
  - e) assure leur instruction et leur formation juridique ;
  - f) contrôle l'inscription des notaires.

ARTICLE 6.

- 1) Le Président de la Cour Suprême convoque les réunions du conseil de l'Ordre par avis adressé aux deux autres membres au moins 7 jours à l'avance.
- 2) Les décisions du conseil de l'Ordre sont prises à la majorité de ses membres.
- 3) Lors des réunions, le conseil ne peut valablement délibérer que si les trois membres sont présents.
- 4) Sous réserve des dispositions du présent Règlement, le conseil de l'Ordre peut établir son propre règlement intérieur.

.../...

TITRE 3 - DU CONSEIL DE DISCIPLINE

- ARTICLE 7.
- 1) Par arrêté, le conseil de l'Ordre nomme un conseil de discipline chargé de connaître des plaintes déposées contre les auxiliaires de justice et les employés.
  - 2) Le conseil de discipline peut être nommé pour une durée déterminée ou de façon ponctuelle afin de connaître d'une plainte en particulier ou de plusieurs plaintes.
  - 3) Le conseil de discipline se compose d'au moins cinq personnes :
    - a) un membre de l'ordre judiciaire, au sens du Code de Procédure Pénale, qui en assure la présidence ;
    - b) au moins deux auxiliaires de justice désignés par l'Attorney General ;
    - c) au moins une personne n'ayant pas qualité pour être inscrite au tableau des auxiliaires de justice ; et
    - d) la ou les autres personnes que le conseil de l'Ordre juge utile de nommer.
  - 4) Lors des réunions du conseil de discipline, le quorum est de 3 membres. Ces trois mêmes personnes constituent le quorum requis pour entendre et connaître des plaintes en matière de discipline.
  - 5) Le secrétaire du conseil de l'Ordre est le secrétaire du conseil de discipline.

- ARTICLE 8
- 1) Toute personne souhaitant se plaindre de la conduite d'un auxiliaire de justice ou d'un employé doit déposer sa plainte auprès du secrétaire en y spécifiant les allégations de fautes de conduite commises volontairement ou par omission.
  - 2) Le conseil de discipline connaît des plaintes en vertu de dispositions expresses ; des mesures peuvent également être prises pour le rejet sommaire d'une plainte au cas où le conseil estime que la plainte porte sur une infraction disciplinaire qui, de prime abord, n'est pas suffisamment fondée.

- ARTICLE 9.
- 1) Le conseil de discipline détient les mêmes pouvoirs que la Cour Suprême pour citer et entendre les témoins ainsi que requérir la soumission de documents.
  - 2) Le conseil de discipline peut charger le secrétaire de procéder à des vérifications et de soumettre un rapport sur la plainte avant d'en poursuivre l'examen.
  - 3) Lorsqu'un auxiliaire de justice se rend coupable d'une infraction disciplinaire, le conseil de discipline peut :
    - a) ordonner sa radiation de l'Ordre des auxiliaires de justice ;
    - b) lui interdire d'exercer ses fonctions pendant une période jugée appropriée ;

.../...

- c) lui imposer une amende n'excédant pas 150.000 FWH à verser sur le Fonds de Recettes ;
  - d) sans préjudice de toute autre sanction, lui ordonner de dédommager le plaignant d'un montant n'excédant pas 150.000 FWH ;
  - e) lui infliger un blâme.
- 4) Lorsqu'un employé se rend coupable d'une infraction disciplinaire, le conseil de discipline peut ordonner qu'aucun auxiliaire de justice ne sollicite les services dudit employé, pour une durée déterminée ou non, à compter de la date de la prescription.
- 5) Le conseil de discipline peut condamner la partie plaignante ou toute personne contre laquelle une plainte a été déposée à payer les dépens ou une partie des dépens encourus par la personne comparissant devant ledit conseil.

ARTICLE 10.

- 1) Une personne reconnue coupable d'une faute de conduite par le conseil de discipline peut interjeter appel de cette décision devant la Cour Suprême dans un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ladite décision lui a été notifiée par le secrétaire.
- 2) Le Président de la Cour Suprême établit le règlement de procédure pour les appels interjetés devant la Cour Suprême en vertu du présent Article.
- 3) La Cour Suprême peut rejeter lesdits appels, casser ou modifier la décision du conseil de discipline.
- 4) Le conseil de discipline peut se faire représenter en appel par un conseil nommé par l'Attorney General.

ARTICLE 11.

- 1) Toute personne faisant l'objet d'une décision au titre du paragraphe 3 a) de l'Article 9 peut, à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de la date de la décision, demander au conseil de discipline de le réinscrire au tableau officiel des auxiliaires de justice.
- 2) Toute personne faisant l'objet d'une décision au titre des paragraphes 3 b) ou 4 de l'Article 9 peut, lorsque la décision porte sur une durée indéterminée ou de 12 mois et plus, demander au conseil de discipline, à l'expiration d'un délai de 6 mois, de révoquer ladite décision ou de raccourcir la période de suspension.
- 3) Le conseil de discipline dispose de pouvoirs discrétionnaires pour réinscrire le demandeur au tableau des auxiliaires de justice, révoquer la décision, raccourcir la période de suspension ou rejeter la demande.

TITRE 4 - DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION PAR DES PERSONNES  
NON INSCRITES COMME AUXILIAIRE DE JUSTICE.

ARTICLE 12. Sous réserve de l'Article 13, toute personne non inscrite officiellement ou tout auxiliaire de justice ayant été suspendu de ses fonctions, qu'il ait ou non exercé à Vanuatu avant l'entrée en vigueur du présent Règlement, se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une peine d'emprisonnement de 2 ans ou d'une amende de 40.000 FNE, ou des deux à la fois, s'il se dit être habilité à exercer ou encore s'il exerce comme auxiliaire de justice à Vanuatu.

ARTICLE 13. 1) Nonobstant les autres dispositions du présent Règlement, le Président de la Cour Suprême peut, de sa propre initiative ou sur demande de l'Attorney General ou d'un auxiliaire de justice, accorder une autorisation temporaire d'exercice à une personne non inscrite comme auxiliaire de justice conformément au présent Règlement.

- 2) L'autorisation prévue au paragraphe (1) est accordée :
- a) à une personne autorisée à exercer les fonctions d'avocat-conseil lors d'une affaire déferée devant un tribunal de Vanuatu, à condition que ladite personne autorisée relève de l'autorité de l'Attorney General ou d'un auxiliaire de justice inscrit ; ou
  - b) si le Président de la Cour Suprême estime qu'il est dans l'intérêt public d'accorder cette autorisation.

ARTICLE 14. Tout auxiliaire de justice qui emploie sciemment une personne faisant l'objet d'une décision prise au titre du paragraphe 4 de l'Article 9, se rend coupable d'une infraction passible, après établissement de sa culpabilité, d'une amende n'excédant pas 50.000 FNE.

TITRE 5 - DES ARRÊTES D'APPLICATION ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ARTICLE 15. 1) Le Conseil de Justice peut prendre des arrêtés d'application visant à une meilleure exécution des dispositions du présent Règlement.

- 2) Tout en se conformant aux dispositions générales du paragraphe 1 ci-dessus, les arrêtés pris en application du présent Article peuvent porter sur :
- a) les conditions d'inscription au tableau des auxiliaires de justice ;
  - b) le titre que porte l'auxiliaire de justice ;
  - c) la formation post-universitaire des personnes souhaitant devenir auxiliaire de justice ;
  - d) les formulaires à remplir et les droits d'inscription à payer par les candidats, conformément au présent Règlement ou aux arrêtés pris en application du présent Article ;

.../...



- e) la tenue du tableau officiel des auxiliaires de justice et les certificats d'inscription ;
- f) les règles de procédure à suivre pour le dépôt de plaintes ainsi que pour les audiences du conseil de discipline ;
- g) la procédure à suivre pour les demandes d'annulation des décisions du conseil de discipline ;
- h) les règles de déontologie des auxiliaires de justice ;
- i) les barèmes des honoraires des auxiliaires de justice en matière contentieuse et gracieuse ;
- j) les règles selon lesquelles les auxiliaires de justice gèrent les fonds dont ils sont dépositaires ainsi que les comptes qu'ils tiennent à cet effet ;
- k) la vérification des comptes des auxiliaires de justice ainsi que les qualifications des commissaires aux comptes ;
- l) la conduite des employés ;
- n) toute autre question devant ou pouvant être prescrite en vertu du présent Règlement.

- ARTICLE 16.**
- 1) Nonobstant toute autre disposition du présent Règlement, est habilitée à être inscrite au tableau des auxiliaires de justice toute personne résidant à Vanuatu lors de l'entrée en vigueur du présent Règlement et qui, dans un délai de six mois à compter de son entrée en vigueur, remet au secrétaire un certificat signé par :
    - a) les Co-Présidents de la Cour Suprême d'avant l'Indépendance, ou
    - b) le Président de la Cour Suprême ou l'Attorney General, et
    - c) étant entendu que cette personne ait, pendant au moins 6 mois avant la date d'émission du certificat, exercé la profession d'auxiliaire de justice devant les Tribunaux de District ou devant la Cour Suprême, ou ait occupé des fonctions juridiques auprès du Gouvernement.
  - 2) Le premier auxiliaire de justice désigné comme membre du conseil de l'Ordre en vertu du paragraphe 2 (c) de l'Article 2 doit être une personne qui, de l'avis du Ministre, réside à Vanuatu et exerce la profession d'auxiliaire de justice.

NEW HEBRIDES CONDOMINIUM

JOINT REGULATION

No. 26 of 1980

TO PUT INTO EFFECT the Resolution of the Representative Assembly No. 24 of 1980, passed the 17th day of July 1980. To provide for the Admission and Registration of Legal Practitioners, their Qualifications, Discipline and other matters connected therewith.

MADE by the Resident Commissioners under the provisions of Article 2(2) of the Anglo-French Protocol of 1914 and Article 28(3) of the Schedule to the Exchange of Notes made at London the 15th day of September 1977 between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the French Republic.

- |                                       |  |
|---------------------------------------|--|
| Scheduled Resolution put into effect. | 1. The Resolution of the Representative Assembly No. <u>24</u> of 1980, set forth in the Schedule is hereby put into effect.         |
| Short title and commencement.         | 2. This Joint Regulation may be cited as the Legal Practitioners Regulation 1980 and shall have effect from the Day of Independence. |

ENACTED at Vila this 23 day of July 1980

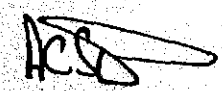
Delegate Extraordinary  
for the French Republic  
in the New Hebrides,  
Pour Le Délégué Extraordinaire  
de la République Française aux  
Nouvelles-Hébrides

  
J.J. ROBERT

Le Chancelier

J. PERES

Her Britannic Majesty's  
Resident Commissioner,

  
A.C. STUART

RA3/D/80-24

LEGAL PRACTITIONERS REGULATION

1980

Arrangement of Sections

PART 1 - INTERPRETATION

1. Interpretation.

PART 2 - LAW COUNCIL

2. Establishment of Law Council
3. Disqualification of members.
4. Secretary to the Law Council.
5. Functions of Law Council.
6. Meetings of the Law Council.

PART 3 - DISCIPLINARY COMMITTEE

7. Disciplinary Committee.
8. Complaints against legal practitioners and employees.
9. Powers of Disciplinary Committee.
10. Appeals.
11. Applications for restoration to register and cancellation of orders of Disciplinary Committee.

PART 4 - PRACTICE BY PERSONS NOT REGISTERED AS LEGAL PRACTITIONERS

12. Penalty for illegally practising as a legal practitioner.
13. Temporary Practising Certificate.
14. Penalty for employing person suspended from employment.

PART 5 - ORDERS AND TRANSITIONAL

15. Orders.
16. Transitional and Saving.

RESOLUTION No. 24 OF 1980

To provide for the admission and registration of legal practitioners, their qualifications, discipline and other matters connected therewith.

The Representative Assembly of the New Hebrides at its sitting on the 17 day of July 1980 hereby resolves and decides in accordance with Article 23 of the Schedule to the Exchange of Notes of the 15th September 1977 to adopt the following measures :-

PART 1 - INTERPRETATION

Interpretation.

1. In this Regulation unless the context otherwise requires :-
- "employee" shall mean a person employed by a legal practitioner in his professional practice in any capacity or a person serving a qualifying period of apprenticeship or training with a legal practitioner in accordance with any order made under Section 15.
- "legal practitioner" means a person registered as a legal practitioner in accordance with any order made under Section 15.
- "Secretary" means the Secretary of the Law Council appointed in accordance with Section 4.

PART 2 - LAW COUNCIL

Establishment  
of Law Council.

2. (1) There is established a council to be known as the Law Council.
- (2) The Law Council shall consist of :-
- (a) The Chief Justice who shall be chairman;
  - (b) The Attorney General;
  - (c) One legal practitioner appointed for two years by the Minister responsible for Justice and who shall be eligible for re-appointment.

Disqualification  
of member.

3. The office of the appointed member of the Council shall become vacant if he :-
- (a) resigns by not less than 30 days notice in writing addressed to the Minister;
  - (b) ceases to be a registered legal practitioner;
  - (c) becomes bankrupt;
  - (d) is declared by notice in writing addressed to the Minister and signed by the other members to be incapable by

.../2.

reason of physical or mental illness from carrying out the functions of his office;

- (e) becomes otherwise unable or unfit to carry out the duties of his office as a member.

Secretary to the Law Council.

- 4. (1) There shall be a secretary to the Law Council who shall be a public officer.
- (2) The Secretary may be the holder of another public office.
- (3) When there is a vacancy in the office of Secretary the Minister responsible for Justice may appoint a public officer as acting Secretary.

Functions of Law Council.

- 5. (1) The Law Council shall have general responsibility for the control and supervision of legal practitioners.
- (2) Without derogating from the generality of subsection (1) the Law Council shall :-
  - (a) prescribe the qualifications for legal practitioners;
  - (b) keep a Register of Legal Practitioners;
  - (c) be responsible generally for the discipline of legal practitioners;
  - (d) be responsible for the etiquette and conduct of legal practitioners;
  - (e) provide for the legal education and training of legal practitioners;
  - (f) control the registration of notaries public.

Meetings of the Law Council.

- 6. (1) Meetings of the Law Council shall be convened by the Chief Justice by not less than 7 days notice in writing to the other members.
- (2) Decisions of the Law Council shall be made by a majority of its members.
- (3) The quorum at meetings shall be all the members.
- (4) Subject to this Regulation the Law Council may regulate its own procedures.

PART 3 - DISCIPLINARY COMMITTEE

Disciplinary Committee.

- 7. (1) The Law Council shall by order appoint a Disciplinary Committee to hear complaints against legal practitioners and employees.
- (2) The Disciplinary Committee may be appointed for a fixed term, or from time to time to hear a particular complaint or number of complaints.

.../3.

- (3) The Disciplinary Committee shall consist of not less than 5 persons who shall be :-
  - (a) a judicial officer within the meaning of the Criminal Procedure Code who shall be chairman;
  - (b) not less than 2 legal practitioners nominated by the Attorney General;
  - (c) not less than one person not qualified to be registered as a legal practitioner;
  - (d) such other person or persons as the Law Council shall consider suitable.
- (4) The quorum at meetings of the Disciplinary Committee shall be 3 members. The same three members shall constitute a quorum for the entire hearing of a disciplinary complaint.
- (5) The Secretary shall be the secretary of the Disciplinary Committee.

Complaints against legal practitioners and employees.

8. (1) Any person who wishes to complain concerning the conduct of a legal practitioner or an employee shall do so by lodging a complaint in writing to the Secretary containing specific allegations of misconduct which may consist of acts or omissions.
- (2) The manner in which the Disciplinary Committee shall hear complaints shall be prescribed and provision may be made for summary dismissal of complaints where the committee considers a complaint does not reveal a prima facie case of misconduct.

Powers of Disciplinary Committee.

9. (1) The Disciplinary Committee shall have the same powers as the Supreme Court to summon and examine witnesses and order the production of documents.
- (2) The Disciplinary Committee may require the Secretary to investigate and report on a complaint before it considers it further.
- (3) If the Disciplinary Committee finds a legal practitioner has committed misconduct it may -
  - (a) order that he be struck out of the Register of Legal Practitioners;
  - (b) suspend the legal practitioner from practice for such period as it shall consider fit;
  - (c) impose a fine of not more than FNH 150,000 on the legal practitioner which shall be payable into the Revenue Fund;
  - (d) order the legal practitioner in addition to any other penalty to pay compensation to a complainant of not more than FNH 150,000;

.../4.



(e) reprimand the legal practitioner.

(4) If the Disciplinary Committee finds an employee has committed misconduct it may order that no legal practitioner may employ that employee either without defining a period or during a defined period from the date of the order.

(5) The Disciplinary Committee may order a complainant or person against whom a complaint has been made to pay the costs or part of the costs of any person appearing before it.

Appeals.

10. (1) A person found guilty of misconduct by the Disciplinary Committee may appeal against such finding to the Supreme Court within 15 days of the notification to him by the Secretary of such finding.

(2) The Chief Justice shall make rules for appeals to the Supreme Court under this section.

(3) The Supreme Court may dismiss such appeal or set aside or vary the decision of the Disciplinary Committee.

(4) The Attorney General may appoint counsel to represent the Disciplinary Committee as respondent before the court.

Applications for restoration to register and for cancellation of orders of Disciplinary Committee.

11. (1) A person against whom an order has been made under Section 9 (3) (a) may apply to the Disciplinary Committee at any time or times after 6 months has elapsed after the making of the order to have his name restored to the register of legal practitioners.

(2) A person against whom an order has been made under Section 9 (3) (b) or Section 9 (4) may if the order is indefinite or for 12 months or more apply to the Disciplinary Committee at any time or times after 6 months has elapsed after the making of the order to have the order cancelled or the period of suspension made shorter.

(3) The Disciplinary Committee shall have absolute discretion to restore the name of the applicant to the register of legal practitioners, cancel the order, shorten the period of suspension or refuse the application.

PART 4 - PRACTICE BY PERSONS NOT REGISTERED AS LEGAL PRACTITIONERS

Penalty for illegally practising as a legal practitioner.

12. Subject to Section 13 any person, not being a legal practitioner or being a legal practitioner but suspended from practice and whether or not such person has at any time before the coming into operation of this Regulation practised as

.../5.

a legal practitioner in Vanuatu who holds himself out to be entitled to practice or practices as a legal practitioner in Vanuatu shall be guilty of an offence and liable on conviction to imprisonment for 2 years or to a fine of FNH 40,000 or to both such fine and imprisonment.

Temporary Practising Certificate.

13. (1) Notwithstanding the other provisions of this Regulation the Chief Justice may on his own motion or on an application by the Attorney General or a legal practitioner grant a person who is not registered as a legal practitioner under this Regulation a temporary practising certificate.

(2) A temporary practising certificate shall be granted under subsection (1) either :-

- (a) for the person named in the certificate to act as counsel in a case to be heard or being heard by a court in Vanuatu provided that the person named in the certificate is acting under the instructions of the Attorney General or a registered legal practitioner; or
- (b) if the Chief Justice considers that it would be in the public interest to grant a certificate.

Penalty for employing persons suspended from employment.

14. A legal practitioner who knowingly employs a person in respect of whom an order has been made under section 9 (4) shall be guilty of an offence and liable on conviction to a fine not exceeding FNH 50,000.

#### PART 5 - ORDERS AND TRANSITIONAL

Orders.

15. (1) The Law Council may make orders not inconsistent with the provisions of this Regulation and for the better carrying out of its provisions.

(2) Without derogating from the generality of subsection (1) orders made pursuant to this section may provide for -

- (a) the qualifications required for applicants for registration as legal practitioners;
- (b) the name by which legal practitioners shall be called;
- (c) the post graduate training of persons desiring to become legal practitioners;
- (d) forms and fees that persons making applications pursuant to this Regulation or orders made hereunder may be required to complete and pay;
- (e) the form of the register of legal practitioners and certificates of registration therein;

.../6.

- (f) the procedures to be followed for the making of complaints and for hearings of the Disciplinary Committee;
- (g) the procedure to be followed on applications for cancellation of orders by the Disciplinary Committee;
- (h) rules of etiquette and conduct of legal practitioners;
- (i) scales of fees chargeable by legal practitioners in contentious and non contentious matters;
- (j) the regulation of the manner in which legal practitioners shall deal with money held by them on behalf of other persons and the accounts to be kept in respect thereof;
- (k) the auditing of the accounts of legal practitioners and the qualifications of the auditors who audit those accounts;
- (l) the conduct of employees;
- (m) any other matter that shall or may be proscribed under this Regulation.

Transitional  
and Saving.

16. (1) Notwithstanding any other provision of this Regulation any person resident in Vanuatu on the coming into operation of this Regulation and who within 6 months of such coming into operation produces to the Secretary a certificate signed by :-
- (a) the Co-Presidents of the Pre-Independence Supreme Court; or
  - (b) by the Chief Justice or the Attorney General; and
  - (c) to the effect that he has for not less than 6 months prior to the date of the certificate practised as a legal practitioner before the District or Supreme Court or has been employed as a legal officer by the Government as the case may be shall be entitled to be entered in the Register of Legal Practitioners.
- (2) The first person to be appointed as a member of the Law Council under Section 2 (c) shall be a person who the Minister considers is resident in Vanuatu and practicing as a legal practitioner.